

CONSEIL MUNICIPAL

CA/GB/JS



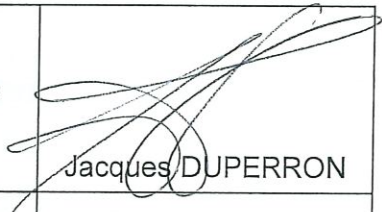
R E U N I O N

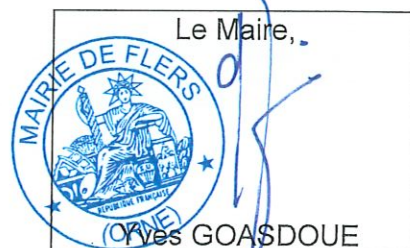
N° 15 du 30.01.2023

08 questions, numérotées de 2023-407 à 2023-414

PROCES-VERBAL

- | | | |
|----|---------------|--------------|
| 1 | Yves | GOASDOUÉ |
| 2 | Lori | HELLOCO |
| 3 | Gaëlle | PIOLINE |
| 4 | Subay | SAHIN |
| 5 | Leïla | HARDY |
| 6 | Jacques | DUPERRON |
| 7 | Angela | PRESSE |
| 8 | Bruno | ASSELOT |
| 9 | Dominique | ARMAND |
| 10 | Jean-Pierre | HUREL |
| 11 | Nesrin | YANAR |
| 12 | Yvette | LERICHOMME |
| 13 | Laurent | JUMELINE |
| 14 | Sophie | RENAUDIN |
| 15 | Omar | AYAD |
| 16 | Thierry | AUBIN |
| 17 | Annick | ROBIN-MOITRY |
| 18 | Jérémy | PREVOST |
| 19 | Marème | N'DIAYE |
| 20 | Chantal | MARCHAND |
| 21 | Noël | DJEZAIRI |
| 22 | Lucienne | VINCENT |
| 23 | Gérard | SAMOYEAU |
| 24 | Isabelle | GILBERT |
| 25 | Richard | RIHOUEY |
| 26 | Inès | CHATÉ |
| 27 | Jean-François | BRISSET |
| 28 | Tâm | NGUYEN |
| 29 | Sylvie | DUFOUR |
| 30 | Stéphane | BENIS |
| 31 | Emmanuelle | BERGOT |
| 32 | Pascal | CATHERINE |
| 33 | François | LEPRINCE |

Secrétaire de séance	 Jacques DUPERRON
Horaires et participation	Voir page suivante
Service de l'Assemblée	Christophe ALLIGNE Gwendal BALBOT



COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	30.01.2023	2023-		
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

TD/JS

SEANCE N° 15 DU 30 JANVIER 2023
08 questions, numérotées de 2023-407 à 2023-414

DELIBERATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoints : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandants	Mandataires	Questions
	Laurent JUMELINE	Jacques DUPERRON	Ensemble de la séance
	Sophie RENAUDIN	Nesrin YANAR	
	Inès CHATE	Gaëlle PIOLINE	
	Jérémy PREVOST	Yves GOASDOUE	
	Tâm NGUYEN	Jean-François BRISSET	2023-411 à 2023-414

Absents : Sylvie DUFOUR, Emmanuelle BERGOT, François LEPRINCE.

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2023-407 à 2023-410	26	30
Quorum : 17	2023-411 à 2023-414	25	30

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
24.01.2023	18 H 40	Jacques DUPERRON	20 H 15	31/01/2023	

C.M. 15 DU 30 JANVIER 2023

SOMMAIRE

JS

N° d'ordre	Objet de la délibération	N° de délibération
	MAIRE	
1.	Conseil Municipal - Procès-Verbal de la séance du 05 décembre 2022 – Approbation	2023-407
2.	Compte-rendu des décisions prises par délégation du Conseil Municipal	2023-408
	POLE 1	
	ATTRACTIVITE COMMERCIALE ET EVENEMENTIEL	
3.	Marchés et braderies – Tarifs au 01.02.2023	2023-409
	HABITAT – PATRIMOINE	
4.	Mouvement foncier - Cheminement le long du Plancaïon – Parcelle CP 187 P – Acquisition	2023-410
	POLE 4	
	FINANCES – PERSONNEL – MARCHES PUBLICS	
	<u>Finances</u>	
5.	➤ Débat d'Orientation Budgétaire	2023-411
	<u>Marchés</u>	
6.	Convention constitutive de groupement de commandes pour les marchés publics de travaux et les fournitures et services associés à ces travaux – Avenant N° 1	2023-412
	COMPETENCES NON DELEGUEES	
7.	Mouvement foncier – Projet résidence Domitys – Champ de foire – Déclassement partiel du domaine public – Parcelles CN 19 P(A) et CN N° DP(A) - Cession - Complément	2023-413
8.	Procédure de rappel à l'ordre pour les mineurs – Convention de partenariat Ville de Flers – Procureur de la République	2023-414

ANNEXES

2023-407	➤ PV du 05 décembre 2022
2023-408	➤ Compte-rendu des décisions + Marchés
2023-411	➤ Débat d'Orientation Budgétaire

PREAMBULE

Monsieur le Maire

Ouvre la séance.

Installation de Stéphane Bénis comme nouveau conseiller municipal suite à la démission de Mme Mangé.

RAPPORT

présenté par
Yves GOASDOUE
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				1	2023-407

OBJET	CONSEIL MUNICIPAL – PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 5 DECEMBRE 2022 - APPROBATION
-------	---

TD/JS

Chers Collègues,

L'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021, a fixé un cadre juridique au procès-verbal des assemblées municipales en précisant notamment le délai dans lequel il devait être adopté et en fixant les modalités de sa publicité :

*« (...) Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, **est arrêté au commencement de la séance suivante**, et signé par le maire et le ou les secrétaires.*

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

(...) ».

En conséquence, je sou mets à votre approbation le procès-verbal du Conseil Municipal du 5 décembre 2023.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

APPROUVER le procès-verbal du Conseil Municipal du 5 décembre 2022.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

RAPPORT

présenté par
Yves GOASDOUE
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				2	2023-408

OBJET	COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL
-------	---

TD/JS

Chers Collègues,

Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), le Maire doit rendre compte, à chaque réunion de l'organe délibérant, des décisions prises dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal.

En application de ces dispositions, les décisions prises par le Maire ou son représentant sont listées en annexe.

Il est également rendu compte des marchés et avenant conclus sur le fondement des délégations accordées.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

PRENDRE ACTE des décisions prises par M. le Maire ou son Représentant et listées en annexe.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

R A P P O R T

présenté par

Subay SAHIN

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1 Commission Attractivité Commerciale et Événementiel		14	17.01.2023	1	
POLE 4 Gestion financière		14	18.01.2023	4	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				3	2023-409

OBJET	MARCHES ET BRADERIES - TARIFS AU 01.02.2023
-------	---

DLJS

Chers collègues,

Par délibération n° 2022-381 du 5 décembre 2022, le Conseil a fixé les tarifs des marchés et braderies. Il a été constaté que cette délibération n'a pas intégré les modifications des tarifs concernant le marché de Noël qui avaient été approuvées par votre assemblée par délibération 2022-356 du 3 octobre 2022. Cette omission crée une confusion dans la mesure où les tarifs relatifs au marché de Noël qui ont été adoptés par les deux délibérations ne sont pas concordantes. Il convient donc de réintroduire de la cohérence et de la lisibilité dans les tarifs précités.

Les modifications concernent donc :

- les tarifs afférents au marché de Noël : réintégration des tarifs actualisés figurant dans la délibération du 3 octobre 2022.
- L'actualisation des coûts de l'énergie pour les marchés hebdomadaires en prenant en compte l'utilisation d'équipements plus énergivores.

Les autres tarifs sont inchangés.

Il est proposé de modifier le montant de ces tarifs comme suit :

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	30.01.2023	2023-409	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

CATEGORIE			TARIFS 2023 (T.V.A. non applicable)
1 - MARCHÉ DE PLEIN AIR			
Étalages de toute nature, le ml*, sur une profondeur de 3 m			0,95
Minimum de perception			2,10
Véhicules			4,10
2 - MARCHÉ COUVERT			
2.1 - Rez-de-chaussée			
Le m² par marché quel que soit l'emplacement (case)			0,65
Par vitrine réfrigérée et par jour			0,85
Étalages de toute nature, le ml (allée centrale)			1,05
Minimum de perception			2,10
2.2 - Sous-sol			
Étalages de toute nature, le ml			0,90
Minimum de perception			2,10
3 - MARCHÉ DE LA SAINT-GILLES			
Avec réservation : Réservation effective au paiement Inscription et ml payables à l'avance	inscription		10,50
	le ml		1,75
	minimum		3,50
Sans réservation		le ml	6,15
Forfait	Electricité (branchement sur compteur de la Ville)	Balance	2 €/marché
		Autres équipements	4 €/marché
	Nettoyage (emplacement impliquant un nettoyage à l'issue du marché)		Tarif fixé par délibération relative aux interventions diverses et travaux en régie

CATEGORIE			TARIFS 2023 (T.V.A. non applicable)
4 - MARCHÉ DE NOËL			
Forfait par chalet en bois	Par jour		13,00
Forfait cottage Forfait marché couvert Case	Par jour		9,50
	Par demi-journée		4,70
Le ml, par jour ou par demi-journée (extérieur)			1.35
Forfait électricité	Par jour		2,00
Réservation effective – paiement à l'inscription			6,80
Minimum de perception			4,10
5 – BRADERIE			
Par jour ou fraction de jour, le ml			1,50
Minimum de perception			4,10

* mètre linéaire

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

VOTER les tarifs exposés ci-dessus applicables au 1^{er} février 2023.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

R A P P O R T

présenté par
Dominique ARMAND
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 1 Commission Habitat Patrimoine		14	17.01.2023	1	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				4	2023-410

OBJET	CHEMINEMENT LE LONG DU PLANCAION – PARCELLE CP 187P - ACQUISITION
-------	---

SDC/JS

Chers Collègues,

La ville de Flers est propriétaire de plusieurs terrains le long du Plancaion entre la rue nationale et la rue Schnetz.

Afin de prévoir l'aménagement d'un cheminement piéton le long du cours d'eau, il convient d'acquérir au fur et à mesure des possibilités les terrains nécessaires pour assurer la continuité.

Aussi, à l'occasion de la vente de l'immeuble situé au 15 rue Victor Hugo, la ville de Flers a négocié l'achat amiable des deux garages situés en fonds de parcelle et le terrain attenant, le long du Plancaion. Ces garages correspondent aux lots 12 et 13 d'une copropriété, le terrain attenant situé sur le devant des garages devant être acheté font partie des parties communes de la copropriété.

Il vous est proposé d'acquérir l'ensemble dans les conditions suivantes :

Commune	Réf. cadastrale	Vendeurs	Acquéreur	Surface devant être bornée	Prix		
					Estimation des Domaines	Conforme	Montant
Flers	2 garages (Lots 12 et 13) situés sur la parcelle CP 187p	Mme Janine RAFFIN	Ville de Flers	Environ 150 m²	Sans objet Prix< 180 000 €		5 200 €
Flers	CP 187p	Mme Janine RAFFIN Copropriétaire (814/1.000èmes)	Ville de Flers		Sans objet Prix< 180 000 €		244,20 €
		Consorts NOEL Copropriétaire (186/1.000èmes)					55,80 €

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	30.01.2023	2023-410	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

La ville prendra à sa charge :

- les frais d'élaboration d'une servitude d'accès le temps jusqu'à ce que le Ville de Flers ait démolli les deux garages
- les frais d'actes
- les frais de géomètre (bornage et modification de la copropriété et scission)
- frais notariés relatif à l'établissement du modificatif du règlement de copropriété

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DECIDER** l'acquisition amiable des deux garages et du terrain attenant cadastrés CP 187p dans les conditions ci-dessus décrites,
- 2 - PRECISER** que les frais liés à cette transaction foncière (frais de géomètre, frais de promesse, frais d'acte, frais d'élaboration de la servitude et de modification de la copropriété) seront pris en charge par la ville de Flers,
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les actes en l'étude de Maîtres CHAIX-CHAMPETIER avec le concours du notaire du vendeur.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

R A P P O R T

présenté par
Lori HELLOCO
Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Gestion financière		14	18.01.2023	1	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				5	2023-411

OBJET	DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023
-------	-------------------------------------

AA/JS

Chers Collègues,

Le règlement intérieur de votre assemblée indique, en son article 18, les modalités d'organisation du débat d'orientation budgétaire ainsi que les dispositions régissant la procédure budgétaire.

Le Conseil municipal débat des orientations budgétaires 2023 sur la base du document ci-joint présenté par Monsieur le Maire.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

PRENDRE ACTE de la tenue du **Débat d'Orientation Budgétaire 2023** et de l'existence du rapport.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

2023-411	DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023	DISCUSSION
----------	-------------------------------------	------------

Monsieur Le Maire

« L'augmentation des bases de 7% est importante mais elle doit être mise en balance avec la suppression de la taxe d'habitation.

Concernant les projets, notre imbrication avec Flers Agglo nous oblige à regarder aussi les actions de l'agglo sur le territoire de Flers comme elle le fait sur l'ensemble de ses communes.

Une opération en APCP menée sur 2 ans va permettre la résorption de la friche « ex-M. Bricolage ».

Les travaux sur la Blanchardière-Butte aux loups ont débutés en 2022 et vont se poursuivre en 2023.

ANRU St Michel, de gros travaux sont prévus en 2023 avec, notamment, la création de la place urbaine.

Sur le Champ de Foire une résidence seniors de 110 logements va voir le jour.

Des travaux d'ampleur pour finaliser l'opération sur l'ancienne Clinique avec la destruction du Garage Olivier et de gros travaux hydrauliques pour protéger les bâtiments de toute inondation.

Enfin une grande opération de remplacement de toutes les lampes de l'éclairage public (2800 points lumineux qui passeront en LED) grâce à l'utilisation d'un prêt (à moins de 1%) de la banque des territoires et à la mobilisation du fond vert. »

Omar AYAD

« Face à un contexte économique national difficile, où l'on y ressent encore les effets de la crise du Covid-19, l'inflation n'a cessé d'augmenter et toucher les plus précaires par le biais de la hausse des énergies. Bien que le bouclier tarifaire ait pu la contenir pour certains ménages, ce sont bien les plus modestes qui sont les plus durement touchés par la crise énergétique et l'inflation généralisée qui en découle. Comme vous l'avez rappelé M. Helloco, l'Etat a mis en place un dit filet de sécurité qui devait venir en soutien aux communes pour compenser les hausses des dépenses 2022. On se rend compte que les conditions d'accès à ce filet de sécurité ne bénéficient en réalité qu'à 8 000 communes. Même le ministre de la Transition énergétique, Christophe Béchu, a précisé que « *la porte d'entrée à ce dispositif est trop étroite* ». Cela se vérifie pour la ville de Flers, qui au regard de sa situation ne peut malheureusement pas y prétendre. Malgré cela, on ne peut que constater de la bonne gestion financière de la Ville. Cela permet ainsi d'afficher une capacité d'équipement avec reprise des résultats à hauteur de 3.5 millions. Pour ce qui est des dotations d'investissement, l'enveloppe nationale s'amointrit de 337 millions et propose en contrepartie un fond vert, pour accélérer la transition écologique. Il est donc de notre ressort de nous appuyer sur ce fond vert pour accélérer notre transition. La majorité des dotations de l'Etat proviennent de la DSU. De ce fait, cela met en exergue la situation sociale précaire dans laquelle vit une partie de la population Flérienne, qui aurait tendance à se paupériser. Il nous faut relever les multiples défis auxquels nous devons faire face à savoir des défis

sociaux, économiques et environnementaux et trouver les équilibres nécessaires pour faire face à l'augmentation globale des coûts, en prêtant attention à :

- La maîtrise des dépenses de fonctionnement tout en préservant à minima le niveau actuel des ressources humaines et conserver le niveau de qualité du service rendu à la population Flérienne,
- La maîtrise des énergies et fluides en mettant l'accent sur la rénovation thermique de nos bâtiments publics, de la lutte contre la précarité énergétique et d'un soutien à un urbanisme bioclimatique,
- Et la préservation de notre capacité d'investissement en allant vers des projets plus responsables et soucieux de notre environnement.

Pour conclure, je pense foncièrement qu'au regard des enjeux auxquels nous devons faire face, il nous faut réfléchir ensemble à la mise en place d'une stratégie globale de transition écologique et conditionner nos investissements aux bénéfices induits en matière environnementale et de justice sociale.

Je vous remercie de votre attention. »

RAPPORT

présenté par

Lori HELLOCO

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Marchés publics		14	18.01.2023	2	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				6	2023-412

OBJET	CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX ET LES FOURNITURES ET SERVICES ASSOCIES A CES TRAVAUX – AVENANT N° 1
-------	---

AR/JS

Chers Collègues,

Les assemblées délibérantes de la Flers Agglo et de la Ville de Flers ont décidé de mettre en place un groupement de commandes en vue de mutualiser la passation des procédures de marchés publics de travaux et les fournitures courantes et services liés à ces travaux.

La convention de groupement de commandes signée suite à ces délibérations (2018-684 pour la Ville de Flers et 2018-550 pour Flers Agglo) ne prévoit pas la possibilité pour les mandataires de maîtrise de d'ouvrage des deux collectivités de lancer des marchés de travaux dans le cadre du groupement de commandes.

Pour l'opération de restructuration de l'ancien site Monsieur Bricolage, Flers Agglo a confié un mandat de maîtrise d'ouvrage à la SHEMA. De même, la Ville a confié un mandat de maîtrise d'ouvrage à la SHEMA pour l'aménagement de la place du 14 juillet et d'une partie de la rue de Domfront, adjacentes à l'ancien site Monsieur Bricolage. Au regard de la proximité des travaux à mener par la SHEMA en tant que mandataire d'une part de Flers Agglo et d'autre part de la Ville de Flers, il est pertinent de lancer la procédure sur le fondement du groupement de commandes pour les marchés de travaux.

Il convient donc de signer un avenant prévoyant la possibilité pour la SHEMA de lancer les procédures de travaux relatives à cette opération dans le cadre du groupement de commandes. Il est également nécessaire de prévoir cette possibilité pour l'avenir.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention de constitutive de groupement de commandes pour les marchés publics de travaux et les fournitures et services associés à ces travaux.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

RAPPORT

présenté par
Yves GOASDOUE
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Compétences non déléguées		14	18.01.2023	1	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				7	2023-413

OBJET	PROJET RESIDENCE DOMITYS – CHAMP DE FOIRE – DECLASSEMENT PARTIEL DU DOMAINE PUBLIC – PARCELLES CN 19 P(A) ET CN N°DP(A) – CESSION –COMPLEMENT
-------	---

SDC/JS

Chers Collègues,

Par délibération 299 du 31 janvier 2022, votre assemblée a autorisé la cession d'environ 6740 m² pris sur la parcelle cadastrée CN19p (A) pour permettre la réalisation du projet de Résidence Sénior Domitys sur le champ de Foire, en centre-ville.

Suite au bornage et à l'avancement des études, il convient de prendre une délibération complémentaire pour préciser les emprises devant être cédées.

Ainsi, le projet de résidence sera développé sur environ 7114 m² de surface de plancher, pour environ 111 logements avec le label « Viseha label résidence sénior ».

Il est nécessaire de rappeler que le déclassement a été prévu par anticipation, conformément aux dispositions de l'article L 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques, par délibération 299 du 31/01/2022.

Les aménagements envisagés dans l'étude d'impact annexée à la délibération n° 2022-299 du 31 janvier 2022 étaient estimés à 5575 € HT. Le coût des travaux réalisés est de l'ordre de 29 968,58 € TTC.

La procédure de désaffectation (*matérialisation permettant de faire cesser l'utilisation du bien*) a été mise en œuvre depuis août 2022. Le délai d'un an fixé dans l'étude d'impact entre la désaffectation et le déclassement a ainsi été respecté.

Par ailleurs, les nouvelles modalités de circulation et stationnement ont été testées et donnent satisfaction.

Les conditions de cession de l'emprise du projet négociées avec l'investisseur et suite au bornage se résument comme suit (cf plan joint) :

Commune	Réf. cadastrale	Vendeur	Acquéreurs	Surface devant être bornée	Prix		
					Estimation des Domaines	Conforme	Montant
Flers	CN 19p (A)	Ville de Flers	SCI FLERS PALOMINO 42 avenue Raymond Pointcarré 75116 PARIS	Environ 6096 m²	61 € / m²	17/01/2023	375 000 € HT l'ensemble
	CN n°dp(A)			Environ 28 m²			

*A compléter en séance

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	30.01.2033	2023-413	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - PRENDRE ACTE** que la parcelle cadastrée CN 19p (A) a été désaffectée et déclassée du domaine public,
- 2 - DECLASSER** du domaine public la parcelle cadastrée CN n°dp(A), qui a été désaffectée depuis Août 2022,
- 3 - DECIDER** la cession amiable d'une partie du Champ de Foire, cadastré CN 19p (A) et CN n°dp(A) comme précisé ci-dessus à la SCI FLERS PALOMINO, ou toute société s'y substituant, dans les conditions ci-dessus décrites,
- 4 - PRECISER** que les frais liés à cette transaction foncière (bornage, frais de promesse, frais d'acte, frais d'élaboration de la servitude) seront pris en charge par l'acquéreur,
- 5 - AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les actes en l'étude de Maîtres Géraldine LEPRINCE-DURAND/Thibaud HENNEGRAVE avec le concours du notaire de l'acquéreur.

ADOpte A LA MAJORITE..... Vote CONTRE, celui de Monsieur Pascal CATHERINE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

2023-413	PROJET RESIDENCE DOMITYS CHAMP DE FOIRE DECLASSEMENT PARTIEL DU DOMAINE PUBLIC PARCELLES CN 19 P(A) ET CN N°DP(A) CESSION COMPLEMENT	DISCUSSION
----------	---	------------

Pascale CATHERINE

« On nous demande de prendre acte de la vente de ce terrain au profit de Domitys, qui se présente comme un exploitant de résidences seniors pour le compte de propriétaires plutôt à l'aise financièrement. De telles possibilités, les classes populaires dans leur immense majorité en sont exclues. C'est la raison pour laquelle je ne peux pas approuver cette faveur faite à Domitys.

Mais je dois ajouter une observation. Je remarque en effet que la société avec laquelle la ville traite est la SCI Flers Palomino. J'observe que cette société a très peu d'existence, puisqu'elle a été créée en janvier 2022. J'observe également que son capital social est de 2 000 euros, mais qu'elle est domiciliée dans le 16ème arrondissement de Paris, avenue Raymond Poincaré, où les loyers sont loin de correspondre à ce que peut payer habituellement une si jeune société et si peu dotée en capital. J'observe enfin qu'elle est déclarée au registre du commerce et des sociétés comme étant une filiale d'une holding financière, dont l'activité est la prise de participation dans des opérations immobilières. J'en conclus donc, que pour arriver à Domitys, il faut passer par au moins deux sociétés, qui vont prendre leurs marges et ainsi accroître le coût final élevé que vont devoir payer les habitants de la résidence.

Et pendant ce temps-là, les maisons de retraite dont nos anciens ont besoin, manquent cruellement d'investissements ainsi que des crédits nécessaires à leur fonctionnement.

C'est pourquoi la mobilisation actuelle contre l'augmentation de l'âge de la retraite va de pair, pour des millions de travailleurs, avec la mobilisation contre la dégradation de leurs conditions d'existence et pour des augmentations de salaires qui suivent la hausse continue des prix.

Mais l'existence et la toute-puissance de groupes comme Domitys, Orpea ou Korian, pour ne parler que de ces groupes financiers qui interviennent et prospèrent dans le secteur des maisons de retraite pose finalement la question de la société dans laquelle nous voulons vivre. Les grands groupes capitalistes veulent nous imposer une société, où ceux qui exploitent notre travail nous appauvrissent et accroissent toujours plus leurs fortunes, sous prétexte qu'ils sont propriétaires des capitaux et des richesses créées. Une société où les travailleurs, qui produisent toutes les richesses et auront accès à la qualité de vie collective qu'ils sont en droit d'attendre, nous coûtera moins cher. »

Monsieur le Maire

« Vous avez une vision de la société très clivante. Vous mélanger beaucoup de choses, il ne s'agit pas d'un EPADH, il s'agit d'un projet privé (certes sans aspect social) qui permettra à une partie de la population de trouver un produit dont elle ne dispose pas aujourd'hui. Je pense que c'est une bonne chose pour la ville de Flers qu'un investisseur privé vienne sur notre territoire car le besoin existe ».

Lori HELLOCO

« Simplement en ce qui concerne les montages juridiques sur ce projet, il est normal que la SCI soit récente car le projet est lui aussi récent. »

RAPPORT

présenté par
Yves GOASDOUÉ
Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Compétences non déléguées		14	18.01.2023	2	
CONSEIL	Séance	15	30.01.2023	N° d'ordre	N° délibération
				8	2023-414

OBJET	PROCEDURE DE RAPPEL A L'ORDRE POUR LES MINEURS – CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE DE FLERS / PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
-------	--

JC/DL/JS

Chers Collègues,

Les grandes orientations de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) de la Communauté d'Agglomération Flers Agglo ont été approuvées par la délibération du Conseil Communautaire n° 298 en date du 24 juin 2015. Signée le 25 septembre suivant, cette STSPD vise à développer une approche plus individualisée, par le biais d'actions ciblées de prévention « secondaire » et « tertiaire ».

La ville de Flers a souhaité s'impliquer pleinement dans cette politique locale de prévention à travers, par exemple, le déploiement de la vidéoprotection, la création d'une police municipale ou bien la mise en place de postes de TIG (Travail d'Intérêt Général). Cette implication se poursuit aujourd'hui avec la volonté de déployer le rappel à l'ordre.

En effet, dans le champ du respect des règles, le Maire dispose de différents outils comme le rappel à l'ordre, qu'il peut exercer verbalement à l'endroit de ses administrés, dans le cadre d'un partenariat avec les autorités judiciaires locales. Simple faculté, non imposé par la loi, l'exercice de ce dispositif de prévention repose sur les pouvoirs de police administrative du Maire.

Précisément, l'article L. 132-7 du Code de la Sécurité Intérieure prévoit « *lorsque des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, le maire ou son représentant désigné peut procéder à l'endroit de leur auteur au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci pour se conformer à l'ordre et la tranquillité publics, le cas échéant en le convoquant en mairie. [...]* ».

La mise en œuvre du rappel à l'ordre en direction des majeurs a été approuvée par la délibération du Conseil Municipal n° 374 en date du 3 octobre 2022. Il s'agit désormais de pouvoir appliquer le rappel à l'ordre auprès des mineurs.

L'article L. 132-7 du Code de la Sécurité Intérieure précise que « *le rappel à l'ordre d'un mineur intervient, sauf impossibilité, en présence de ses parents, de ses représentants légaux ou, à défaut, d'une personne exerçant une responsabilité éducative à l'égard de ce mineur* ».

Comme pour les majeurs, les faits concernés relèvent du champ contraventionnel avec, à titre indicatif :

- les atteintes aux personnes comme la diffamation/injure non publiques, les menaces réitérées de violences contre les personnes, le bruit ou tapage injurieux/nocturne, la diffusion de messages contraires à la décence
- les atteintes aux biens comme les dégradations ou détériorations du bien d'autrui, les dépôts d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'objets, l'abandon d'une épave de véhicule
- les occupations en réunion des espaces communs des immeubles collectifs d'habitation
- les atteintes au domaine public routier communal
- les contraventions aux arrêtés du maire

Les crimes et délits et les faits ayant donné lieu à une enquête ou à une plainte ne peuvent faire l'objet d'un rappel à l'ordre.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	30.01.2023	2023-414	6.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Le rappel à l'ordre s'exerce dans le cadre d'un dialogue constant avec l'autorité judiciaire. Ainsi, pour chaque mise en place d'un rappel à l'ordre, la consultation préalable du Procureur de la République s'avère nécessaire afin de recueillir son avis sur la faisabilité et l'opportunité de cette réponse.

Un rappel à l'ordre n'est possible que si l'auteur mineur a été identifié. Ce dernier est alors convoqué, selon les modalités précisées précédemment, par courrier officiel à un entretien solennel en mairie, durant lequel le maire ou bien l' élu désigné, fera verbalement référence à la norme textuelle transgressée et évoquera les peines encourues.

Le suivi de cette mesure sera assuré dans le cadre des réunions du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) qui présentera annuellement un bilan statistique, doublé d'une analyse quantitative et qualitative.

La signature d'un protocole, entre le Procureur de la République et le maire, sera conclue afin de délimiter le champ de la procédure du rappel à l'ordre et de vérifier sa cohérence avec les prérogatives de l'autorité judiciaire.

Pour conclure, l'intervention du maire à travers le rappel à l'ordre, vise, en agissant sur les comportements individuels, à mettre un terme à des faits qui, s'ils ne constituent pas encore à un comportement délinquant ou à des crimes et délits, peuvent finir par y conduire.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** les modalités de partenariat entre la Ville de Fliers et le Procureur de la République près le Tribunal d'Alençon pour l'exercice du rappel à l'ordre, telles que définies dans la convention ci-annexée,
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ci-annexée ainsi que les éventuels avenants à venir,
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente,
- 4 - RAPPELER** que la mise en œuvre de cette convention s'inscrit dans le cadre de la STSPD.

ADOpte A L'UNANIMITE

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Jacques DUPERRON

Yves GOASDOUE

QUESTIONS DIVERSES

Dominique ARMAND

« Qu'elle nom sera donné au pôle santé ? »

Monsieur le Maire

« Nous n'avons pas réfléchi à cela à ce stade »

Pas d'autres questions, la séance est levée.

